

*Questions orales*

le Canada, à l'instar d'autres pays comme l'Australie, subit les contrecoups de cette guerre commerciale qui continue.

La question revêt un caractère urgent, mais l'Accord de libre-échange prévoit des mécanismes qui, croyons-nous, peuvent se révéler utiles pour résoudre cette affaire. Nous allons nous en servir.

**M. Maurice Foster (Algonia):** Monsieur le Président, le ministre sait que, l'automne dernier, en acceptant la décision du groupe spécial du GATT au sujet de la crème glacée et du yogourt, le gouvernement risquait de faire disparaître tout le régime des offices de commercialisation du Canada.

Quelle garantie le ministre peut-il donner aux producteurs laitiers que, lorsque le gouvernement proposera qu'on apporte des modifications à l'article XI du GATT, il ne fera pas des propositions qui permettront aux producteurs américains d'avoir un nouvel accès massif au marché canadien des produits laitiers transformés? Quelle garantie peut-il donner à l'industrie?

**L'hon. Don Mazankowski (vice-premier ministre, président du Conseil privé et ministre de l'Agriculture):** Monsieur le Président, l'opposition est contre l'Accord de libre-échange, contre le GATT et contre tout genre de commerce. C'est bien évident.

**Des voix:** Oh, oh!

**M. Mazankowski:** Le député devrait être le premier à reconnaître que, sans échanges commerciaux, nous n'aurions pour ainsi dire pas d'agriculture, car 50 p. 100 de notre revenu agricole provient du commerce.

La décision du groupe spécial du GATT dont il a parlé a été acceptée. Nous avons dit depuis le début que l'article XI devait être clarifié et renforcé. C'est la position que le gouvernement a soutenue lors des négociations.

Nous présenterons une position officielle, renforçant et clarifiant l'article XI, pour garantir le maintien des offices de commercialisation des produits agricoles au Canada.

Les agriculteurs qui participent aux programmes des offices de commercialisation et aux systèmes de gestion de l'offre sont manifestement satisfaits de notre position. Seul le député ne l'est pas.

**M. David Barrett (Esquimalt—Juan de Fuca):** Monsieur le Président, la question que je pose au ministre fait suite à celle que le député de Moose Jaw—Lake Centre lui a posée la semaine dernière.

Je tiens à rappeler à la Chambre les propos que le ministre a tenus et auxquels un article du *Star* de Toronto a fait écho. Voici:

Mazankowski, qui est également ministre de l'Agriculture, a déclaré que l'intimidation résultant de l'inspection accrue de la viande canadienne aux postes frontières devait cesser, sinon le Canada devrait utiliser une attitude analogue à l'égard des importations américaines.

Voilà ce que le ministre a dit. Le ministre le reconnaît.

L'article poursuit:

Il s'est en outre vivement élevé contre le harcèlement que les Américains faisaient subir à nos éleveurs de porc. Ils doivent en effet payer des droits compensateurs de 8 c. le kilogramme sur le porc qu'ils expédient aux États-Unis.

Et il a ajouté que le Canada ne tolérerait plus d'être pris entre deux feux dans la guerre des subventions que se livrent les États-Unis et la Communauté européenne dans le domaine de l'agriculture.

Ce sont là des propos joliment acerbes.

• (1440)

Je termine ma citation, après quoi je pose ma question.

Cependant, il a dit aux journalistes que ses propos ne devaient pas être interprétés comme des menaces de rétorsion à l'endroit des Américains.

J'aimerais bien que le ministre me dise une chose: jouet-il un jeu de dur à cuire ou fait-il le mollasson? Les Américains sont en train de botter le derrière de nos éleveurs de porc. Après avoir tenu des propos fracassants, le ministre refuse de passer aux actes.

Par l'entremise de la présidence, le ministre pourrait-il dire à la Chambre s'il est prêt à faire quelque chose ou s'il se contentera simplement d'adresser des mises en garde aux Américains.

**L'hon. Don Mazankowski (vice-premier ministre, président du Conseil privé et ministre de l'Agriculture):** À cette question, monsieur le Président, je réponds que nous sommes effectivement prêts à passer aux actes.

**M. David Barrett (Esquimalt—Juan de Fuca):** Monsieur le Président, le ministre pourrait-il dire à la Chambre s'il est prêt aujourd'hui à dire aux Américains qu'il entend invoquer dès maintenant une interprétation de l'article 701.4? Est-il prêt à le faire aujourd'hui même?

**L'hon. Don Mazankowski (vice-premier ministre, président du Conseil privé et ministre de l'Agriculture):** En premier lieu, monsieur le Président, le député a parlé de l'inspection de la viande. Puis il a parlé du porc. Maintenant il parle du blé. À quelle question souhaite-t-il que je réponde?

Le fait est que l'article est là et que le moment est peut-être venu de l'invoquer. Nous envisageons cette possibilité.

**M. Barrett:** Mollasson!